



INVITATION A SOUMISSIONNER (RFP)

N°122/RFP/OFFRE2.0/2022 - Recrutement d'un prestataire pour l'étude : « Mise à niveau et opérationnalisation de la plateforme de suivi digitalisé des référentiels de développement du SP/PNDES

NOM & ADRESSE DE L'ENTREPRISE	DATE : 02 juin 2022
	REFERENCE : 122/RFP/2022

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre soumission au titre du **Recrutement d'un consultant (Cabinet) pour l'étude : « Mise à niveau et opérationnalisation de la plateforme de suivi digitalisé des référentiels de développement du SP/PNDES**

Veuillez utiliser le formulaire figurant dans l'annexe 2 jointe aux présentes pour les besoins de la préparation de votre soumission.

Les soumissions technique et financières peuvent être déposées par e-mail jusqu'au **16 juin 2022 à 12h** à l'adresse suivante : offres.burkina@undp.org

Votre soumission doit être rédigée en Français et assortie d'une durée de validité minimum de **90 jours** à compter de la date limite de dépôt des offres.

Dans le cadre de la préparation de votre soumission, il vous appartiendra de vous assurer qu'elle parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les soumissions qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Si vous transmettez votre soumission par courrier électronique, veuillez-vous assurer qu'elle est signée, en format .pdf et exempt de virus ou fichiers corrompus.

Les services proposés seront examinés et évalués en fonction de l'exhaustivité et de la conformité de la soumission et du respect des exigences indiquées dans la RFP et dans l'ensemble des autres annexes fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

La soumission qui répondra à l'ensemble des exigences, satisfera l'ensemble des critères d'évaluation et possèdera le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée aux fins d'attribution du contrat. Toute offre qui ne répondra pas aux exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, sa soumission sera rejetée.

Aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de la soumission. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou des biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout contrat ou bon de commande qui sera délivré au titre de la présente RFP sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. Le simple dépôt d'une soumission emporte acceptation sans réserve par le prestataire de services des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Veillez noter que le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque soumission ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et au dépôt d'une soumission par le prestataire de services, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

La procédure de contestation que le PNUD met à la disposition des fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante :

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>.

Le PNUD encourage chaque prestataire de services potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFP.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre soumission.

DocuSigned by:
Leon Badibanga
15749078DF31479...

Cordialement,
Léon Badibanga
Operations Manager
Date : 09-Jun-2022

Annexe 1

Description des exigences

Contexte	<p>L'avènement des technologies de l'information et de la communication (TIC) constitue, sans conteste, l'innovation majeure de notre ère. Elles induisent de profonds bouleversements dans les cultures, les sociétés, les économies et accélèrent le processus de globalisation. A l'instar de nombreux pays, le Burkina Faso s'est résolument engagé dans l'appropriation des TIC et le renforcement de la digitalisation d'un certains nombres de processus considérés désormais comme des leviers essentiels au développement socio-économique de nos Etats.</p> <p>Dans la dynamique de la modernisation de l'administration publique, le Gouvernement a entamé en 2016, le processus de digitalisation du suivi de la mise en œuvre des politiques de développement. A cet effet, une plateforme informatique de collecte en ligne et de diffusion des données sur la mise en œuvre du PNDES 2016-2020 a été développée et mise en ligne.</p> <p>En adoptant le PNDES-II, puis le Plan d'action de la transition (PAT) comme instrument central d'opérationnalisation, le Gouvernement donne de nouvelles orientations pour le développement du Burkina Faso.</p> <p>Ainsi, pour permettre aux décideurs, aux partenaires et aux acteurs du dispositif du suivi et de l'évaluation de la Politique nationale de développement qu'est le PNDES-II de poursuivre le suivi digitalisé de sa mise en œuvre, il est nécessaire d'intégrer les nouvelles orientations dans la plateforme informatique de collecte en ligne et de diffusion des données et de procéder ainsi à son initialisation avec les données de référence de l'année 2021. Par ailleurs, l'affichage et la charte graphique de ladite plateforme requièrent la prise en compte de quelques améliorations.</p> <p>L'Etat du Burkina Faso, à travers le SP/PNDES et l'appui financier du PNUD à travers l'Offre 2.0, souhaite recruter un Cabinet prestataire pour la mise à niveau et l'opérationnalisation de la plateforme de suivi digitalisé des référentiels de développement (SIRD).</p>
Partenaire de réalisation du PNUD	Secrétariat permanent du Plan national de développement économique et social (SP/PNDES)
Brève description des services requis ¹	<p>L'objectif principal de cette consultation est de fournir aux acteurs de suivi et d'évaluation de la Politique nationale de développement une plateforme de suivi digitalisé des référentiels de développement facilement utilisable et qui prend en compte les nouvelles orientations de de développement.</p> <p>De façon spécifique, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De développer des modules qui permettent la prise en compte aisée de toutes nouvelles orientations ; - D'intégrer les piliers du Plan d'action de la transition dans la plateforme ; - D'intégrer les axes stratégiques du PNDES-II dans la plateforme ; - D'intégrer les objectifs stratégiques du PNDES-II dans la plateforme - D'intégrer les effets attendus du PNDES-II dans la plateforme ;

¹ Des TOR peuvent être joints si les informations énumérées dans la présente annexe ne suffisent pas à décrire de manière exhaustive la nature des prestations et les autres détails relatifs aux exigences.

	<ul style="list-style-type: none"> - D'intégrer les indicateurs du nouveau Cadre de Mesure de la Performance Globale (CMPG) du PNDES-II dans la plateforme ; - D'archiver les données du PNDES 2016-2020 tout en assurant leur accessibilité aux utilisateurs modulé en fonction des droits d'accès de chacun d'entre eux ; - De mettre à jours les informations relatives aux contacts disposant de droit d'utilisation (codes d'accès) à la plateforme ; - De proposer les options d'interfaçage de la plateforme avec les plateformes de gestion des dépenses du budget de l'Etat (applications métiers du MEFP) ; - Améliorer la présentation visuelle de la plateforme (relooking de la plateforme) ; - Co-réaliser les tests finaux et les déploiements avec les équipes techniques ; - De former les équipes techniques de la Direction générale des services informatiques du ministère de l'Économie, des finances et de la prospective et de l'ANPTIC sur les logiciels utilisés pour la conception de la plateforme ; - De mettre à la disposition de l'administration les codes sources de la plateforme.
Liste et description des prestations attendues	<p>En fin de prestation, le cabinet fournira les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La plateforme prenant en compte les orientations du PAT et du PNDES-II ; - La plateforme contenant les indicateurs du CMPG et leur valeur de référence ; - Les données relatives à la mise en œuvre du PNDES 2016-2020 sont toujours accessibles ; - Le design et /ou la présentation visuelle de plateforme est améliorée (relooking de la plateforme) ; - La proposition de l'option d'interfaçage de la plateforme avec les applications métiers du MEFP ; - Les cadres techniques de la DGSi et de l'ANPTIC ont les compétences nécessaires pour apporter les améliorations nécessaires à la plateforme ; - Les codes sources de développement de la plateforme sont mis à la disposition de l'administration.
Personne devant superviser le travail/les prestations du prestataire de services	Le coordonnateur du projet transformation digitale inclusive
Fréquence des rapports	Cf TDRs
Exigences en matière de rapport d'avancement	RAS
Lieu des prestations	Ouagadougou
Durée prévue des prestations	60 jours
Date de commencement prévue	Après signature contrat

Date-limite d'achèvement	Calendriers à compter de la date de début de la mission			
Déplacements prévus	Destination/s	Durée prévue	Brève description de l'objet du déplacement	Date(s)-prévues
Exigences particulières en matière de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Habilitation de sécurité de l'ONU avant tout déplacement ✓ Suivi des formations de base et supérieure de l'ONU en matière de sécurité ✓ Assurance voyage multirisque ✓ Autres 			
Equipements à fournir par le PNUD (doivent être exclus du prix offert)	N/A			
Calendrier d'exécution indiquant la composition et la chronologie des activités/sous-activités	Requis			
Noms et curriculum vitae des personnes qui participeront à la fourniture des services	Requis			
Devise de la soumission	FCFA BCEAO			
Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert ²	Doit inclure la TVA et autres impôts indirects applicables			
Durée de validité des soumissions (à compter du dernier jour de dépôt des soumissions)	<input type="checkbox"/> 90 jours Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de sa soumission au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFP. La soumission devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de la soumission.			
Soumissions partielles	Interdites			
Conditions de paiement ³	Prestations	Pourcentage	Calendrier	Condition de versement du paiement
	Rapport de cadrage de la mission du consultant	20%		Sous trente (30) jours à compter de la date à laquelle les conditions suivantes seront respectées : a) L'acceptation écrite par le PNUD de la qualité des prestations (et non pas leur simple réception) ; et
	Rapport sur le dossier de spécifications fonctionnelles et techniques des fonctionnalités composant le projet ;	30%		
	Rapport d'implémentation des fonctionnalités ;			
Rapport sur le cahier de recette/test				

² L'exonération de TVA varie d'un pays à l'autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les services.

³ Le PNUD préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le prestataire de services exige une avance, celle-ci sera limitée à 20 % du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de plus de \$30,000, le PNUD obligera le prestataire de services à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre du PNUD du même montant que l'avance versée par le PNUD au prestataire de services.

	<p>Rapport de déploiement et de versionning des fonctionnalités.</p> <p>Rapport sur le déploiement des fonctionnalités du projet ;</p> <p>Plateforme de suivi digitalisé des référentiels des développement dynamique, à jour et accessible ;</p> <p>Rapport de clôture de la mission</p>	50%		b) la réception de la facture du prestataire de services.
Personne(s) devant examiner/inspecter/approuver les prestations/les services achevés et autoriser le versement du paiement	Le coordonnateur du projet transformation digitale inclusive			
Type de contrat devant être signé	<input type="checkbox"/> Contrat de fourniture de biens et/ ou services professionnels			
Critère d'attribution du contrat	<input type="checkbox"/> Score combiné le plus élevé (l'offre technique comptant pour 70 % et le prix pour 30 %) <input type="checkbox"/> Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC). Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission.			
Critère d'évaluation de la soumission	<u>Soumission technique (70 %)</u> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Qualifications et expériences (50 points) <input type="checkbox"/> Qualifications du personnel clé (30 points) <input type="checkbox"/> Compréhension des termes de références et Méthodologie (20 points) <u>Soumission financière (30 %)</u> <p>A calculer en comparant le prix de la soumission par rapport au prix le plus bas des soumissions reçues par le PNUD.</p>			
Le PNUD attribuera le contrat à :	<input type="checkbox"/> Un seul et unique prestataire de services			
Annexes de la présente RFP ⁴	<input type="checkbox"/> Formulaire de présentation de la soumission (annexe 2) <input type="checkbox"/> Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3) ⁵ <input type="checkbox"/> TDR détaillés (Annexe 4, Document séparé)			
Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement) ⁶	Procurement PNUD BURKINA E-mail : procurement.bf@undp.org Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.			

⁴ Si les informations sont disponibles sur le Web, il est possible de ne fournir qu'un simple URL permettant d'y accéder.

⁵ Il est signalé aux prestataires de services que la non-acceptation des conditions générales (CG) peut constituer un motif d'élimination du présent processus d'achat.

⁶ La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.

Annexe 2

FORMULAIRE DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION DU PRESTATAIRE DE SERVICES⁷

(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du prestataire de services⁸)

[Insérez le lieu et la date]

A : L'Operations Manager

Cher Monsieur,

Le prestataire de services soussigné accepte par les présentes de fournir les prestations suivantes au PNUD conformément aux exigences définies dans la RFP en date du **02 juin 2022** et dans l'ensemble de ses annexes, ainsi qu'aux dispositions des conditions contractuelles générales du PNUD.

A. Qualifications du prestataire de services

Le prestataire de services doit décrire et expliquer les raisons pour lesquelles il est le mieux à même de répondre aux exigences du PNUD en indiquant ce qui suit :

- a) Profile – décrivant la nature de l'activité, le domaine d'expertise, les licences, certifications, accréditations ;*
- b) Licences commerciales – documents d'immatriculation, attestation du paiement des impôts, etc. ;*
- c) Etats financiers vérifiés les plus récents – état des résultats et bilan pour témoigner de sa stabilité financière, de sa liquidité, de sa solvabilité et de sa réputation sur le marché, etc. ;*
- d) Antécédents – liste des clients ayant bénéficié de prestations similaires à celles que demande le PNUD, contenant une description de l'objet du contrat, de la durée du contrat, de la valeur du contrat et des références à contacter ;*
- e) Certificats et accréditations – y compris les certificats de qualité, les enregistrements de brevets, les certificats de viabilité environnementale, etc.*
- f) Déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU.*

B. Méthodologie proposée pour la fourniture des services

Le prestataire de services doit décrire la manière dont il entend répondre aux exigences du PNUD en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles, des conditions d'information et des mécanismes d'assurance de la qualité qui seront mis en œuvre et en démontrant que la méthodologie proposée sera adaptée aux conditions locales et au contexte des prestations.

C. Qualifications du personnel clé

⁷ Ceci sert de guide au prestataire de services dans le cadre de la préparation de sa soumission.

⁸ Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

Si la RFP en fait la demande, le prestataire de services doit fournir :

- a) les noms et qualifications des membres du personnel clé qui fourniront les services, en indiquant qui assumera les fonctions de chef d'équipe, qui aura un rôle de soutien, etc. ;
- b) des CV témoignant des qualifications des intéressés doivent être fournis si la RFP en fait la demande ; et
- c) la confirmation écrite par chaque membre du personnel qu'il sera disponible pendant toute la durée du contrat.

D. Ventilation des coûts par prestation*

	Prestations <i>[Énumérez-les telles qu'elles figurent dans la RFP]</i>	Pourcentage du prix total	Prix <i>(forfaitaire, tout compris)</i>
1	Prestation 1		
2	Prestation 2		
3	...		
	Total	100 %	

*Ceci servira de fondement aux tranches de paiement

E. Ventilation des coûts par élément de coût [Il ne s'agit que d'un exemple]

Description de l'activité	Rémunération par unité de temps	Durée totale de l'engagement	Nombre d'employés	Tarif total
I. Services fournis par le personnel				
1. Services du bureau principal				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
2. Services des bureaux locaux				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
3. Services fournis de l'étranger				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
II. Frais				
1. Frais de déplacement				
2. Indemnité journalière				
3. Communications				
4. Reproduction				
5. Location de matériel				
6. Autres				
III. Autres coûts connexes				

[Nom et signature de la personne habilitée par le prestataire de services]

[Fonctions]

[Date]

Conditions générales applicables aux services**1.0 STATUT JURIDIQUE :**

Le prestataire sera considéré comme ayant le statut juridique d'un prestataire indépendant vis-à-vis du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le personnel et les sous-traitants du prestataire ne seront considérés à aucun titre comme étant les employés ou agents du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies.

2.0 SOURCE DES INSTRUCTIONS :

Le prestataire ne pourra demander à une autorité externe au PNUD ou accepter de celle-ci aucune instruction au titre de la fourniture de ses services en application du présent contrat. Le prestataire devra s'abstenir de tout acte susceptible d'avoir des conséquences préjudiciables pour le PNUD ou l'Organisation des Nations Unies et devra s'acquitter de ses obligations en tenant pleinement compte des intérêts du PNUD.

3.0 RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE AU TITRE DE SES EMPLOYES :

Le prestataire sera responsable des compétences professionnelles et techniques de ses employés et devra choisir, pour les besoins des prestations à fournir en application du présent contrat, des personnes fiables qui devront travailler avec efficacité dans le cadre de l'exécution du présent contrat, respecter les coutumes locales et se conformer à des normes morales et éthiques strictes.

4.0 CESSION :

Le prestataire devra s'abstenir de céder, de transférer, de nantir ou d'aliéner de toute autre manière le présent contrat, ou toute partie de celui-ci, ou ses droits, créances ou obligations aux termes du présent contrat, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable et écrit du PNUD.

5.0 SOUS-TRAITANCE :

Si le prestataire a besoin des services de sous-traitants, il devra obtenir l'approbation et l'autorisation préalable du PNUD pour l'ensemble des sous-traitants. L'approbation d'un sous-traitant par le PNUD ne libérera le prestataire d'aucune de ses obligations aux termes du présent contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance seront soumises aux dispositions du présent contrat et devront y être conformes.

6.0 INTERDICTION DE FOURNIR DES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES

Le prestataire garantit qu'il n'a fourni ou qu'il ne proposera à aucun fonctionnaire du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies un quelconque avantage direct ou indirect résultant du présent contrat ou de son attribution. Le prestataire convient que toute violation de la présente disposition constituera la violation d'une condition essentielle du présent contrat.

7.0 INDEMNISATION :

Le prestataire devra garantir, couvrir et défendre, à ses propres frais, le PNUD, ses fonctionnaires, agents, préposés et employés contre l'ensemble des actions, réclamations, demandes et responsabilités de toute nature, y compris leurs coûts et frais, résultant d'actes ou d'omissions du prestataire ou de ses employés,

dirigeants, agents ou sous-traitants, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. La présente disposition s'étendra, notamment, aux réclamations et responsabilités en matière d'accidents du travail, de responsabilité du fait des produits ou de responsabilité résultant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, de documents protégés par le droit d'auteur ou d'autres éléments de propriété intellectuelle par le prestataire, ses employés, dirigeants, agents, préposés ou sous-traitants. Les obligations prévues par le présent article ne s'éteindront pas lors de la résiliation du présent contrat.

8.0 ASSURANCE ET RESPONSABILITES VIS-A-VIS DES TIERS :

- 8.1** Le prestataire devra souscrire et conserver une assurance tous risques au titre de ses biens et de tout matériel utilisé pour les besoins de l'exécution du présent Contrat.
- 8.2** Le prestataire devra souscrire et conserver toute assurance appropriée au titre des accidents du travail, ou son équivalent, relativement à ses employés, afin de couvrir les demandes d'indemnisation liées à des blessures corporelles ou à des décès dans le cadre du présent contrat.
- 8.3** Le prestataire devra également souscrire et conserver une assurance responsabilité civile d'un montant adéquat pour couvrir les demandes d'indemnisation des tiers liées à des décès ou blessures corporelles, ou à la perte ou l'endommagement de biens, résultant de la fourniture de services en application du présent contrat ou de l'utilisation de véhicules, navires, aéronefs ou autres matériels détenus ou loués par le prestataire ou ses agents, préposés, employés ou sous-traitants fournissant des prestations ou services au titre du présent Contrat.
- 8.4** Sous réserve de l'assurance contre les accidents du travail, les polices d'assurance prévues par le présent article devront :
 - 8.4.1** nommer le PNUD en qualité d'assuré supplémentaire ;
 - 8.4.2** inclure une renonciation à subrogation de l'assureur dans les droits du prestataire contre le PNUD ;
 - 8.4.3** prévoir que le PNUD recevra une notification écrite des assureurs trente (30) jours avant toute résiliation ou modification des assurances.
- 8.5** Le prestataire devra, en cas de demande en ce sens, fournir au PNUD une preuve satisfaisante des assurances requises aux termes du présent article.

9.0 CHARGES/PRIVILEGES :

Le prestataire devra s'abstenir de causer ou de permettre l'inscription ou le maintien d'un privilège, d'une saisie ou autre charge par toute personne auprès de toute administration publique ou du PNUD sur toute somme exigible ou devant le devenir au titre de prestations réalisées ou de matériaux fournis en application du présent Contrat ou en raison de toute autre réclamation ou demande dirigée contre le prestataire.

10.0 PROPRIETE DU MATERIEL :

Le PNUD conservera la propriété du matériel et des fournitures qu'il pourra fournir et ledit matériel devra lui être restitué à l'issue du présent contrat ou lorsque le prestataire n'en aura plus besoin. Lors de sa restitution au PNUD, ledit matériel devra être dans le même état que lors de sa remise au prestataire, sous réserve de l'usure normale. Le prestataire sera tenu d'indemniser le PNUD au titre du matériel qui sera considéré comme étant endommagé ou dégradé au-delà de l'usure normale.

11.0 DROITS D'AUTEUR, BREVETS ET AUTRES DROITS PATRIMONIAUX :

- 11.1** Sous réserve des dispositions contraires expresses et écrites du contrat, le PNUD pourra revendiquer l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et autres droits patrimoniaux et,

notamment, les brevets, droits d'auteur et marques se rapportant aux produits, processus, inventions, idées, savoir-faire ou documents et autres matériels que le prestataire aura développés pour le PNUD dans le cadre du contrat et qui seront directement liés à l'exécution du contrat, ou produits, préparés ou obtenus du fait ou au cours de son exécution, et le prestataire reconnaît et convient que lesdits produits, documents et autres matériels constitueront des œuvres réalisées contre rémunération pour le PNUD.

11.2 Lorsque lesdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux contiendront des droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux du prestataire : (i) existant antérieurement à l'exécution par le prestataire de ses obligations aux termes du contrat, ou (ii) que le prestataire pourra ou aura pu développer ou acquérir indépendamment de l'exécution de ses obligations aux termes du contrat, le PNUD ne se prévaudra d'aucun droit de propriété sur ceux-ci et le prestataire accorde par les présentes au PNUD une licence perpétuelle d'utilisation desdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux uniquement aux fins du contrat et conformément à ses conditions.

11.3 Si le PNUD en fait la demande, le prestataire devra prendre toute mesure nécessaire, signer tout document requis et, d'une manière générale, prêter son assistance aux fins de l'obtention desdits droits patrimoniaux et de leur transfert ou de leur fourniture sous licence au PNUD, conformément aux dispositions du droit applicable et du contrat.

11.4 Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'ensemble des cartes, dessins, photos, mosaïques, plans, rapports, estimations, recommandations, documents et toutes les autres données compilées ou reçues par le prestataire en application du présent contrat seront la propriété du PNUD, devront être mis à sa disposition aux fins d'utilisation ou d'inspection à des heures raisonnables et en des lieux raisonnables, devront être considérés comme étant confidentiels et ne devront être remis qu'aux fonctionnaires autorisés du PNUD à l'issue des prestations réalisées en application du contrat.

12.0 UTILISATION DU NOM, DE L'EMBLEME OU DU SCEAU OFFICIEL DU PNUD OU DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES :

Le prestataire devra s'abstenir de faire connaître ou de rendre publique de toute autre manière le fait qu'il fournit des prestations au PNUD et devra également s'abstenir de toute utilisation du nom, de l'emblème ou du sceau officiel du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies ou de toute abréviation du nom du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de son activité ou par ailleurs.

13.0 CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS :

Les informations et données considérées par l'une ou l'autre des parties comme étant exclusives qui seront communiquées ou divulguées par l'une des parties (le « Divulgateur ») à l'autre partie (le « Destinataire ») au cours de l'exécution du contrat et qui seront qualifiées d'informations confidentielles (les « Informations ») devront être protégées par ladite partie et traitées de la manière suivante :

13.1 Le destinataire (le « Destinataire ») desdites informations devra :

13.1.1 faire preuve de la même prudence et de la même discrétion pour éviter toute divulgation, publication ou dissémination des Informations du Divulgateur que celles auxquelles il s'astreint pour ses propres informations similaires qu'il ne souhaite pas divulguer, publier ou disséminer ; et

13.1.2 utiliser les Informations du Divulgateur uniquement aux fins pour lesquelles elles auront été divulguées.

- 13.2** A condition que le Destinataire signe avec les personnes ou entités suivantes un accord écrit les obligeant à préserver la confidentialité des Informations conformément au contrat et au présent article 13, le Destinataire pourra divulguer les Informations :
- 13.2.1** à toute autre partie, avec le consentement préalable et écrit du Divulgateur ; et
 - 13.2.2** aux employés, responsables, représentants et agents du Destinataire qui auront besoin de prendre connaissance desdites Informations pour les besoins de l'exécution d'obligations prévues par le contrat, et aux employés, responsables, représentants et agents de toute personne morale qu'il contrôlera, qui le contrôlera ou qui sera avec lui sous le contrôle commun d'un tiers, qui devront également en prendre connaissance pour exécuter des obligations prévues aux termes du contrat, sachant toutefois qu'aux fins des présentes, une personne morale contrôlée désigne :
 - 13.2.2.1** une société dans laquelle la partie concernée détient ou contrôle de toute autre manière, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50 %) des actions assorties du droit de vote ; ou
 - 13.2.2.2** une entité dont la direction effective est contrôlée par la partie concernée ; ou
 - 13.2.2.3** s'agissant du PNUD, un fonds affilié tel que l'UNCDF, l'UNIFEM ou l'UNV.
- 13.3** Le prestataire pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la loi, sachant toutefois que, sous réserve des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et sans renonciation à ceux-ci, le prestataire devra notifier au PNUD suffisamment à l'avance une demande de divulgation des Informations afin de lui donner la possibilité de prendre des mesures de protection ou toute autre mesure opportune avant qu'une telle divulgation ne soit effectuée.
- 13.4** Le PNUD pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la Charte des Nations Unies, les résolutions ou règlements de l'Assemblée générale ou les règles édictées par le Secrétaire général.
- 13.5** Le Destinataire n'aura pas l'interdiction de divulguer les Informations qu'il aura obtenues d'un tiers sans restriction, qui seront divulguées par le Divulgateur à un tiers sans obligation de confidentialité, qui seront antérieurement connues du Destinataire ou qui seront développées à tout moment par le Destinataire de manière totalement indépendante de toute divulgation effectuée dans le cadre des présentes.
- 13.6** Les présentes obligations et restrictions en matière de confidentialité produiront leurs effets au cours de la durée du contrat, y compris pendant toute prorogation de celui-ci, et, sauf disposition contraire figurant au contrat, demeureront en vigueur postérieurement à sa résiliation.

14.0 FORCE MAJEURE ; AUTRES CHANGEMENTS DE SITUATION

- 14.1** En cas de survenance d'un quelconque évènement constituant un cas de force majeure et aussi rapidement que possible après sa survenance, le prestataire devra en notifier par écrit le PNUD avec l'ensemble des détails s'y rapportant si le prestataire se trouve de ce fait dans l'incapacité totale ou partielle d'exécuter ses obligations et de s'acquitter de ses responsabilités aux termes du contrat. Le prestataire devra également notifier au PNUD tout autre changement de situation ou la survenance de tout évènement compromettant ou risquant de compromettre l'exécution de ses obligations aux termes du contrat. Dès réception de la notification requise par le présent article, le PNUD prendra les mesures qu'il considérera, à sa seule et entière discrétion, comme étant opportunes ou nécessaires au regard des circonstances, y compris l'octroi au prestataire d'un délai supplémentaire raisonnable pour exécuter ses obligations aux termes du contrat.

- 14.2** Si, en raison d'un cas de force majeure, le prestataire est définitivement incapable de s'acquitter, en tout ou en partie, de ses obligations et de ses responsabilités aux termes du contrat, le PNUD aura le droit de suspendre ou de résilier le présent contrat selon les mêmes conditions que celles qui figurent dans l'article 15 « Résiliation », sachant toutefois que le délai de préavis sera de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours.
- 14.3** Le terme de force majeure, tel qu'il est utilisé dans le présent article désigne des catastrophes naturelles, une guerre (déclarée ou non), une invasion, une révolution, une insurrection ou d'autres actes d'une nature ou d'une force similaire.
- 14.4** Le prestataire reconnaît et convient qu'en ce qui concerne les obligations prévues au contrat que le prestataire doit exécuter dans ou pour les régions dans lesquelles le PNUD est engagé ou se prépare à s'engager dans des opérations de maintien de la paix, humanitaires ou similaires ou dans lesquelles le PNUD se désengage de telles opérations, toute exécution tardive ou inexécution desdites obligations liée à des conditions difficiles dans lesdites régions ou à des troubles civils y survenant ne constituera pas, en soi, un cas de force majeure au sens du contrat.

15.0 RESILIATION

- 15.1** Chaque partie pourra résilier le présent contrat pour un motif déterminé, en tout ou en partie, en adressant à l'autre partie un préavis écrit de trente (30) jours. L'engagement d'une procédure d'arbitrage conformément à l'article 16.2 (« Arbitrage ») ci-dessous ne pourra pas être considéré comme constituant une résiliation du présent contrat.
- 15.2** Le PNUD se réserve le droit de résilier le présent contrat sans motif à tout moment, en adressant au prestataire un préavis écrit de 15 jours. Dans ce cas, le PNUD devra rembourser au prestataire l'ensemble des frais raisonnables que celui-ci aura engagés avant de recevoir ledit préavis.
- 15.3** En cas de résiliation par le PNUD en application du présent article, aucun paiement ne sera dû par le PNUD au prestataire, à l'exception des prestations et services fournis de manière satisfaisante et conformément aux conditions expresses du présent contrat.
- 15.4** Si le prestataire est mis en redressement judiciaire ou en liquidation, s'il tombe en cessation de paiements, s'il procède à une cession au profit de ses créanciers ou si un administrateur judiciaire est nommé en raison de sa cessation de paiements, le PNUD pourra, sans préjudice de tout autre droit ou recours dont il pourra disposer aux termes des présentes conditions, résilier le présent contrat sur-le-champ. Le prestataire devra immédiatement informer le PNUD de la survenance de l'un quelconque des événements susmentionnés.

16.0 REGLEMENT DES DIFFERENDS

- 16.1 Règlement amiable.** Les parties devront faire tout leur possible pour régler à l'amiable les différends, litiges ou réclamations liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité. Lorsque les parties tenteront de parvenir à un tel règlement amiable par la conciliation, celle-ci devra se dérouler conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI qui sera alors en vigueur, ou selon toute autre procédure dont les parties pourront convenir entre elles.
- 16.2 Arbitrage.** Les différends, litiges ou réclamations entre les parties liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité qui n'auront pas fait l'objet d'un règlement amiable en application de l'article 16.1 ci-dessus, sous soixante (60) jours à compter de la réception par l'une des parties de la demande aux fins de règlement amiable de l'autre partie, devront être soumis par l'une ou l'autre des parties à un arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en

vigueur. Les décisions du tribunal arbitral devront être fondées sur des principes généraux de droit commercial international. En ce qui concerne l'ensemble des questions relatives à la preuve, le tribunal arbitral devra suivre les règles additionnelles régissant la présentation et la réception des preuves dans les arbitrages commerciaux internationaux de l'Association internationale du barreau, édition du 28 mai 1983. Le tribunal arbitral sera habilité à ordonner la restitution ou la destruction de marchandises ou de tout bien, corporel ou incorporel, ou de toute information confidentielle fournie en application du contrat, à ordonner la résiliation du contrat, ou à ordonner que toute mesure de protection soit prise relativement à des marchandises, services ou à tout autre bien, corporel ou incorporel, ou à toute information confidentielle fournie dans le cadre du contrat, s'il y a lieu, conformément au pouvoir du tribunal arbitral aux termes de l'article 26 (« Mesures provisoires ou conservatoire ») et de l'article 32 (« Forme et effet de la sentence ») du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des dommages et intérêts punitifs. En outre, sauf disposition contraire expresse du contrat, le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des intérêts supérieurs au taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») alors en vigueur, et il ne pourra s'agir que d'intérêts simples. Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue dans le cadre d'un tel arbitrage à titre de règlement final desdits différends, litiges ou réclamations.

17.0 PRIVILEGES ET IMMUNITES

Aucune disposition du présent contrat ou y relative, qu'elle soit expresse ou implicite, ne pourra être considérée comme emportant renonciation aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de ses organes subsidiaires.

18.0 EXONERATION FISCALE

18.1 La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit notamment que l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses organes subsidiaires, sont exonérés de tout impôt direct, sous réserve de la rémunération de services d'utilité publique, ainsi que des droits de douane et redevances de nature similaire à l'égard d'objets importés ou exportés pour leur usage officiel. Si une quelconque autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération de l'Organisation des Nations Unies au titre desdits impôts, droits ou redevances, le prestataire devra immédiatement consulter le PNUD afin de décider d'une procédure mutuellement acceptable.

18.2 Par conséquent, le prestataire autorise le PNUD à déduire de la facture du prestataire toute somme correspondant auxdits impôts, droits ou redevances, à moins que le prestataire n'ait consulté le PNUD avant leur paiement et que le PNUD n'ait, dans chaque cas, expressément autorisé le prestataire à payer lesdits impôts, droits ou redevances sous toute réserve. Dans ce cas, le prestataire devra fournir au PNUD la preuve écrite de ce que le paiement desdits impôts, droits ou redevances aura été effectué et dûment autorisé.

19.0 TRAVAIL DES ENFANTS

Le prestataire déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne se livrent à aucune pratique contraire aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris dans son article 32 qui prévoit notamment qu'un enfant ne peut être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

20.0 MINES

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne participent pas activement et directement à des activités ayant trait aux brevets, au développement, à l'assemblage, à la production, au commerce ou à la fabrication de mines ou à de telles activités au titre de composants principalement utilisés dans la fabrication de mines. Le terme « mines » désigne les engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II annexé à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

21.0 RESPECT DES LOIS

Le prestataire devra se conformer à l'ensemble des lois, règlements et règles se rapportant à l'exécution de ses obligations aux termes du présent contrat.

22.0 EXPLOITATION SEXUELLE

22.1 Le prestataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour empêcher la commission à l'encontre de quiconque d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel par le prestataire lui-même, par l'un quelconque de ses employés ou par toute autre personne pouvant être engagée par le prestataire pour fournir tout service en application du contrat. A cet égard, toute activité sexuelle avec une personne de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera un acte d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre d'une telle personne. En outre, le prestataire devra s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services, des offres d'emploi ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles ou de se livrer à des activités sexuelles constitutives d'actes d'exploitation ou dégradantes, et devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour interdire à ses employés ou aux autres personnes qu'il aura engagées d'agir de la sorte. Le prestataire reconnaît et convient que les présentes dispositions constituent une condition essentielle du contrat et que toute violation de la présente déclaration et de la présente garantie autorisera le PNUD à résilier le contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

22.2 Le PNUD ne fera pas application de la règle précédente relative à l'âge lorsque l'employé du prestataire ou toute autre personne pouvant être engagée par celui-ci pour fournir des services en application du contrat sera marié à la personne de moins de dix-huit ans avec laquelle ledit employé ou ladite autre personne aura eu une activité sexuelle et lorsqu'un tel mariage sera reconnu comme étant valable par les lois du pays de citoyenneté dudit employé ou de ladite autre personne.

20. POUVOIR DE MODIFICATION

Conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD, seul le fonctionnaire autorisé du PNUD a le pouvoir d'accepter pour le compte du PNUD toute modification apportée au présent contrat, une renonciation à l'une quelconque de ses dispositions ou toute relation contractuelle supplémentaire avec le prestataire. Par conséquent, aucune modification du présent contrat ne sera valable et opposable au PNUD à moins de faire l'objet d'un avenant au présent contrat signé par le prestataire et le fonctionnaire autorisé du PNUD conjointement.

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL

Secrétariat permanent du Plan national de
développement économique et social
(SP/PNDES)

01 BP 6119 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 25 33 12 15

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice



TERMES DE REFERENCE

Recrutement d'un consultant (Cabinet) pour l'étude : « Mise à niveau et opérationnalisation de la plateforme de suivi digitalisé des référentiels de développement du SP/PNDES.

Lieu :	Ouagadougou, BURKINA FASO
Date limite de candidature :	XXX
Type de contrat :	Contrat de Prestation (Cabinet)
Niveau du poste :	
Langues requises :	Français
Durée du contrat initial :	60 jours ouvrables
Durée prévue de la mission :	60 jours ouvrables

I. Contexte et justification de la mission

L'avènement des technologies de l'information et de la communication (TIC) constitue, sans conteste, l'innovation majeure de notre ère. Elles induisent de profonds bouleversements dans les cultures, les sociétés, les économies et accélèrent le processus de globalisation. A l'instar de nombreux pays, le Burkina Faso s'est résolument engagé dans l'appropriation des TIC et le renforcement de la digitalisation d'un certains nombres de processus considérés désormais comme des leviers essentiels au développement socio-économique de nos Etats.

Dans la dynamique de la modernisation de l'administration publique, le Gouvernement a entamé en 2016, le processus de digitalisation du suivi de la mise en œuvre des politiques de développement. A cet effet, une plateforme informatique de collecte en ligne et de diffusion des données sur la mise en œuvre du PNDES 2016-2020 a été développée et mise en ligne.

En adoptant le PNDES-II, puis le Plan d'action de la transition (PAT) comme instrument central d'opérationnalisation, le Gouvernement donne de nouvelles orientations pour le développement du Burkina Faso.

Ainsi, pour permettre aux décideurs, aux partenaires et aux acteurs du dispositif du suivi et de l'évaluation de la Politique nationale de développement qu'est le PNDES-II de poursuivre le suivi digitalisé de sa mise en œuvre, il est nécessaire d'intégrer les nouvelles orientations dans la plateforme informatique de collecte en ligne et de diffusion des données et de procéder ainsi à son initialisation avec les **données de référence de l'année 2021**. Par ailleurs, l'affichage et la charte graphique de ladite plateforme requièrent la prise en compte de quelques améliorations.

L'Etat du Burkina Faso, à travers le SP/PNDES et l'appui financier du PNUD à travers l'Offre 2.0, souhaite recruter un Cabinet prestataire pour la mise à niveau et l'opérationnalisation de la plateforme de suivi digitalisé des référentiels de développement (SIRD).

Informations sur l'offre 2.0

En janvier 2021, le PNUD a mobilisé un financement auprès de la Facilité de Financement Rapide (RFF), en vue de soutenir le Burkina Faso pour « *une transformation digitale inclusive pour accélérer les progrès vers la réalisation des ODDs* » à travers trois composantes complémentaires :

- Optimisation, harmonisation et inclusivité des politiques/stratégies en vue d'accélérer la trajectoire des ODDs ;
- Innovations/applications de services publics et solutions d'e-gouvernance efficaces et inclusives pour la continuité des administrations publiques et la réduction des formes diverses d'inégalités d'accès ;
- Capacités et systèmes de connaissances qui favorisent la transformation digitale et la connexion entre les compétences, les technologies et les financements, notamment pour les femmes et les jeunes, les PME/PMI, créateurs de solutions digitales ;
- Conduite du Changement et appropriation des e-services.

A travers ce projet, le PNUD compte soutenir les initiatives du Burkina Faso et bâtir sur l'engouement sans précédent pour le digital face à la pandémie COVID-19 ; afin de montrer davantage comment la numérisation peut être exploitée pour soutenir les personnes vulnérables, réduire les inégalités, renforcer la cohésion sociale, soutenir les moyens d'existence et renforcer la solidarité.

Ainsi, l'Offre 2.0 du PNUD met le focus sur la transformation digitale, avec son pouvoir d'entraînement et d'accélération des trois autres priorités que sont *l'économie verte, la gouvernance et la protection sociale*.

II. Objectifs de la consultation

L'objectif global de la consultation est de fournir aux acteurs de suivi et d'évaluation de la Politique nationale de développement une plateforme de suivi digitalisé des référentiels de développement facilement utilisable et qui prend en compte les nouvelles orientations de développement.

III. Objectifs spécifiques

De manière spécifique il s'agira :

- de développer des modules qui permettent la prise en compte aisée de toutes nouvelles orientations ;
- d'intégrer les piliers du Plan d'action de la transition dans la plateforme ;
- d'intégrer les axes stratégiques du PNDES-II dans la plateforme ;
- d'intégrer les objectifs stratégiques du PNDES-II dans la plateforme ;
- d'intégrer les effets attendus du PNDES-II dans la plateforme ;
- d'intégrer les indicateurs du nouveau Cadre de Mesure de la Performance Globale (CMPG) du PNDES-II dans la plateforme ;
- d'archiver les données du PNDES 2016-2020 tout en assurant leur accessibilité aux utilisateurs modulé en fonction des droits d'accès de chacun d'entre eux ;
- de mettre à jours les informations relatives aux contacts disposant de droit d'utilisation (codes d'accès) à la plateforme ;
- de proposer les options d'interfaçage de la plateforme avec les plateformes de gestion des dépenses du budget de l'Etat (applications métiers du MEFP) ;
- améliorer la présentation visuelle de la plateforme (relooking de la plateforme) ;
- co-réaliser les tests finaux et les déploiements avec les équipes techniques ;
- de former les équipes techniques de la Direction générale des services informatiques du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective et de l'ANPTIC sur les logiciels utilisés pour la conception de la plateforme ;
- de mettre à la disposition de l'administration les codes sources de la plateforme.

IV. Résultats attendus

Il est attendu du consultant les résultats suivants :

- la plateforme prenant en compte les orientations du PAT et du PNDES-II ;
- la plateforme contenant les indicateurs du CMPG et leur valeur de référence ;
- les données relatives à la mise en œuvre du PNDES 2016-2020 sont toujours accessibles ;
- le design et /ou la présentation visuelle de plateforme est améliorée (relooking de la plateforme) ;
- la proposition de l'option d'interfaçage de la plateforme avec les applications métiers du MEFP ;
- les cadres techniques de la DGSI et de l'ANPTIC ont les compétences nécessaires pour apporter les améliorations nécessaires à la plateforme ;
- les codes sources de développement de la plateforme sont mis à la disposition de l'administration.

V. Les obligations du Cabinet :

Le cabinet devra répondre aux obligations suivantes :

- assurer sa mission en présentiel à temps plein au SP/PNDES pendant la durée de la prestation. Il pourra effectuer des sorties de consultations des acteurs du dispositif de suivi et d'évaluation de la politique nationale de développement en coordination avec le SP/PNDES.
- assurer la responsabilité de la qualité des livrables ;
- assurer une formation des équipes techniques sur les technologies utilisées ;
- mettre à disposition des équipes techniques toutes les ressources nécessaires à la maîtrise des technologies utilisées ;
- répondre aux sollicitations des équipes techniques à tout moment en ligne ou en présentiel durant la mission ;
- participer aux ateliers de développement et de déploiement des fonctionnalités de la plateforme ;
- assurer la confidentialité de tout document à lui fourni et jugé confidentiel par l'administration.

VI. Méthodologie

Le Cabinet déclinera son plan de travail sur la durée totale de sa mission en faisant ressortir les différentes tâches assignées ainsi que les différentes phases de la mission. Une réunion de cadrage aura lieu avec le SP/PNDES afin de s'accorder sur les termes de référence.

Dans le cadre de sa mission le consultant sera accompagné par deux cadres du SP/PNDES et un cadre de la DGSJ en tant qu'homologues.

NB :

- a)** *Chaque phase donne lieu à la production d'un livrable et chaque livrable fera l'objet d'une validation qui conditionnera le démarrage de la phase suivante.*
- b)** *Le rapport final de la mission et tous les autres documents seront rédigés en langue française et transmis sur support papier en deux (02) exemplaires chacun en couleur et en version électronique (sur 2 clés USB) par le cabinet, à l'attention du Maître d'ouvrage, pour approbation, en Format Word, police « Times New Roman 12 », justifié.*
- c)** *Avant la transmission des rapports susmentionnés, le cabinet est responsable :*
 - *de la vérification des documents selon les présents TDR ;*
 - *du contrôle de la qualité des documents ;*
 - *de la reprise des rapports à ses frais ;*
 - *de la confidentialité des documents.*

VII. Profil des consultant(e)s du Cabinet Prestataire

La présente mission de consultation s'adresse aux Cabinets de professionnel(le)s ayant des compétences confirmées dans la conception et l'implémentation de solutions informatiques de gestion des bases de données et des applications Web dynamiques ainsi qu'aux économistes planificateurs de développement ou économiste statisticien, disposant d'expériences avérées et/ou ayant des connaissances en statistiques.

L'expert(e) économistes planificateurs ou économiste- statisticien est le (la) chef(fe) de mission.

Les expériences doivent être justifiées par la fourniture de références techniques, elles-mêmes dûment justifiées (fourniture des pages de garde et de signature des contrats approuvés ainsi que leur attestation de bonne fin d'exécution).

Chaque Cabinet prestataire candidat doit fournir les compétences suivantes :

- a)** Un (e) (1) chef-fe de mission, qui devra justifier d'un niveau BAC+5 au moins en économie planification ou en économie statistique - (ou équivalent), disposant d'expériences avérées et/ou ayant des connaissances en statistiques, d'une expérience professionnelle d'au moins sept (07) ans et d'au moins deux (02) projets similaires avérés exécutés ;
- b)** Un (e) (01) expert (e) en informatique qui devra justifier d'un niveau d'ingénieur de conception BAC+5 au moins en conception des systèmes d'information (Génie logiciel) - (ou équivalent), d'une expérience en développement de bases de données web dynamiques (Applications Web), d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans et d'au moins deux (2) projets similaires avérés exécutés ;

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des compétences minimum exigées :

Poste	Diplôme (minimum)	Nombre	Nombre d'années d'expérience	Nombre de projet similaires
Chef(fe) de mission, Expert (e) économiste-planificateurs ou économiste statisticien	BAC+5	01	07	02
Expert (-e) en Informatique (conception des systèmes d'information et en développement de bases de données web dynamiques), Génie logiciel	BAC+5	01	05	02

NB :

- c)** Joindre les CV à jour (datés et signés en original), les copies légalisées des diplômes et certifications ainsi que les documents justifiant l'expérience en précisant le profil pour lequel on postule pour la mission ;
- d)** La langue de communication officielle avec l'ensemble des experts est le Français.

VIII. Livrables attendus

Au terme de la mission, il est attendu du soumissionnaire retenu les livrables suivants :

- une plateforme de suivi digitalisé des référentiels des développement dynamique et à jour ;
- un dossier de spécifications fonctionnelles et techniques des fonctionnalités composant le projet fil conducteur ;
- le rapport d'implémentation des fonctionnalités ;
- le cahier de recette/test ;
- le rapport de déploiement et de versionning des fonctionnalités.
- le déploiement des fonctionnalités du projet fil conducteur ;
- un rapport de clôture de la mission.

IX. Lieu et durée de la consultation

La durée totale de réalisation de la consultation est de soixante (60) jours ouvrés mais ne devrait pas excéder soixante-quize (75) jours calendaires, et couvrant la période qui sera précisée dans le contrat de service.

La collecte des données ou le processus de validation peuvent nécessiter des déplacements hors de Ouaga (à préciser dans le chronogramme de mission ainsi que la prise en charge des participants)

X. Intrants fournis par l'administration

Le maître d'ouvrage mettra à la disposition du soumissionnaire retenu :

- toute la documentation dont il dispose et qui sera jugée utile par le soumissionnaire ;
- toutes les facilités d'accès aux informations souhaitées ;
- un point focal pour tout besoin d'informations.

XI. Suivi et évaluation de la mission

Les travaux du Consultant seront suivis par le Secrétariat permanent du PNDES qui s'assurera du respect des objectifs spécifiés dans les termes de référence. Le Secrétariat du PNDES organisera les rencontres.

XII. Conditions de soumissions

Les consultants (Cabinets) intéressés par cette offre devront produire :

- Une proposition technique comprenant :
 - o La lettre de soumission de candidature ;
 - o L'analyse et la compréhension des termes de référence ;
 - o La méthodologie de travail faisant ressortir les différentes phases de l'étude ;
 - o Un chronogramme d'exécution de la mission ;
 - o Les curriculum vitae actualisés et signés ;
 - o 3 personnes de références dans les CV des consultants faisant ressortir que le (la) consultant (e) a déjà rendu(e) des services similaires.
- Une offre financière prenant en compte les différents éléments de coût (honoraires, prise en charge des homologues ; Frais de déplacements ; Frais de communication ; frais de secrétariat).
- Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Comment postuler et les modalités pratiques de recrutement

- Le processus de recrutement et de gestion du contrat du consultant (Cabinet) se fera selon les procédures du PNUD et mené par le PNUD.

Evaluation

- L'évaluation des dossiers de candidature se fera par un panel mis en place par le PNUD, à la date limite de soumission. Les critères d'évaluation internes et les procédures de sélection du PNUD seront d'application ;
- L'évaluation des propositions se déroule en deux temps. L'évaluation de la proposition technique est achevée avant l'évaluation des propositions financières. La proposition financière ne sera évaluée que pour les soumissions qui auront reçu la note technique au moins égal à 70% sur un score total maximum de 100 points pour ce qui est de l'évaluation des propositions techniques ;
- La proposition technique est évaluée sur la base de son degré de réponse à la mission (Termes de Référence).

A la deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% lors de l'évaluation technique seront comparées. Le contrat sera adjugé pour chaque profil au Cabinet proposant l'offre la mieux disant (l'offre ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30).

Grille d'évaluation des offres techniques :

PROFIL	CRITERE	NOMBRE DE POINTS	Total
Chef de mission : Expert(e)s économiste-planificateurs ou économiste statisticien BAC+5	Diplôme universitaire	10	100
	Expérience générale	20	
	Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil	20	
	Justificatifs de l'expérience professionnelle	20	
	Capacité rédactionnelle et de synthèse/langue (français)	10	
	Compréhension des TDR et Méthodologie du Cabinet	20	
Expert (-e) en Informatique, Option Génie Logiciel (conception des systèmes d'information et en développement de bases de données web dynamiques)	Diplôme universitaire	10	100
	Expérience générale	20	
	Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil	30	
	Justificatifs de l'expérience professionnelle	30	
	Capacité rédactionnelle et de synthèse/langue (français)	10	

Evaluation des offres financières

- Il est à noter que seules les offres financières relatives à des offres techniques ayant obtenu au moins 70/100 du total de points affectés à l'offre technique seront considérés.
- La proposition financière la moins distante recevra une note financière de 100 points.
- La formule à utiliser pour le calcul de la note financière sera la suivante :
- Note financière = $100 \times \text{prix de l'offre la moins chère} / \text{Prix de l'offre considérée}$.
- Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse résultera d'une pondération de la qualité technique et du prix des offres selon une clé de répartition de 70/30.
- La note globale de l'offre = $70\% \times \text{note technique} + 30\% \times \text{note financière}$.
- L'offre qui se voit attribuer le plus des points par l'addition des points issus de l'offre technique et ceux obtenus à partir de l'offre financière ainsi calculée est déclarée attributaire du marché.

Au cas où aucune des propositions techniques n'aura atteint le score minimum technique pour un profil, le commanditaire se réserve le droit de négocier et signer un contrat avec le/la soumissionnaire du profil ayant obtenu le score technique le plus élevé.

